



# COVID-19 ET APRÈS LES MEMBRES DE L'ACADÉMIE D'ARCHITECTURE S'EXPRIMENT

La situation que traverse le monde face à la pandémie du Covid-19 est inédite et grave. Le confinement conduit chacun à se réorganiser pour faire face à cette menace tout en essayant de poursuivre son activité.

Cette rubrique accueille les réflexions personnelles de membres de l'Académie pour contribuer à penser l'actualité ainsi que l'après-pandémie.

On trouvera les biographies de membres dans la rubrique « Membres » du site.

Mise en ligne : 6 avril 2020 - Mise à jour : 6 mai 2020

## Sommaire

Guy BURGEL .....	2
Patrick CELESTE .....	4
Marie-Hélène CONTAL .....	8
Xavier FRAUD .....	10
Cloud de GRANDPRÉ.....	12
Mireille GRUBERT .....	15
Jean-Michel JACQUET .....	17
Martin ROBAIN .....	21
Nicole ROUX-LOUPIAC .....	24
Bernard VALERO .....	27
COLLECTIF .....	29

## Guy BURGEL

### **Covid-19, ne pas se tromper de priorités**

La gravité de la crise sanitaire, due à la pandémie du Covid-19, le temps distendu aussi, lié au confinement, font naître ici et là beaucoup de réflexions, de propositions, d'échanges entre intellectuels, acteurs sociaux, simples citoyens. Des groupes se forment, durables ou éphémères. Effervescence salutaire, à condition de mettre de l'ordre dans les urgences.

La première est sans aucun doute scientifique et politique. Médecins, épidémiologistes, biologistes, sont ici en première ligne, pour soigner, prévenir et protéger des attaques du virus. Une lutte de vitesse est engagée entre progression de la maladie, ravages de la mortalité, disponibilités humaines et matérielles des structures hospitalières de réanimation, et nécessité épistémologique de suivre des protocoles éprouvés, donc lents, de fiabilité et d'efficacité des résultats thérapeutiques. Comme il est normal, ces questions suscitent divisions, dissensions entre spécialistes, sans qu'il soit besoin de leur rajouter, contestations partisans, querelles de personnes et susceptibilités d'ego, qui existent partout ! Est-il préférable de transporter à grands renforts de techniques, de personnels, et de communication, par TGV médicalisés, hélicoptères lourds ou avions sanitaires, quelques malades à l'autre bout de la France, plutôt, comme on l'a entendu, que « réarmer » des lits de soins intensifs en région parisienne ? Peut-on en médecine d'urgence s'affranchir de méthodologies assurées pour tenter de sauver des vies ? La polémique et l'engouement autour de l'hydroxychloroquine en témoignent.

En dernière analyse, en ce domaine comme en d'autres, ce n'est pas aux experts, quelle que soit leur qualification, de trancher, mais au pouvoir politique de prendre ses responsabilités, et d'en assumer démocratiquement devant la nation les risques présents et à venir. A cet égard, les déclarations du Premier ministre et du Président de la République sont sans équivoque et bien venues. Elles n'exonèrent pas des carences et des sous-investissements passés, ni des erreurs récentes (le maintien du 1<sup>er</sup> tour des élections municipales), mais elles définissent les rôles dans le fonctionnement démocratique de la société.

On n'en est que plus à l'aise pour s'étonner dans cette phase d'urgence d'insuffisances curieuses. Comme souvent en termes de santé publique, l'exclusivité est mise sur les données médicales. Le nombre de décès et de cas d'affections avérées au coronavirus, même uniquement à l'hôpital, devrait pourtant permettre d'en savoir plus sur le profil des patients : outre l'âge, toujours mis en avant, la catégorie socioprofessionnelle, le lieu de résidence habituel ou temporaire (important en cette période de forte mobilité vers les zones rurales), le lieu et le mode de travail, etc. Ce n'est pas seulement la curiosité de chercheur en sciences sociales, mais souci d'application directe pour le traitement et la prévention de la maladie : modes de contagion, milieux favorisant, qui préciseraient les hypothèses sur les inégalités géographiques et économiques, et pas seulement pour la fracture numérique, sur l'influence de la pollution ou les aérosols phytosanitaires.

Une fois l'épidémie surmontée, les défis de l'urgence sociétale seront autrement plus redoutables. Chacun s'en va disant aujourd'hui, qu'après cette épreuve, rien ne sera plus comme avant, que, « quoi qu'il en coûte », il faudra revaloriser les salaires de tous les soignants, des enseignants, de ceux qui auront fait fonctionner la société en temps de crise

(caissières, chauffeurs, logisticiens), réinvestir dans l'hôpital public, dans l'éducation, la recherche. On en accepte l'augure. Mais on se rend bien compte que la notion même de résilience, si galvaudée ces jours-ci, va à l'encontre de cette révolution des logiques et des pesanteurs. L'État aura beau promettre des dizaines de milliards d'euros d'aides diverses pour relancer l'économie, et pallier la baisse des revenus de millions de salariés et d'indépendants, il faudra beaucoup plus, et beaucoup plus longtemps, pour que la répartition de l'allocation de la richesse change radicalement, que les plus riches, mais aussi la majorité des classes moyennes, consentent, pour notre survie, à un peu moins de consommations individuelles, et à beaucoup plus d'investissements collectifs. Est-ce possible, même si c'est nécessaire ?

Du côté des entreprises, les difficultés d'approvisionnement en masques, en respirateurs, en médicaments, devraient aussi entraîner des révisions déchirantes en matière de localisation d'usines, d'entrepôts. Cette réindustrialisation indispensable pour assurer le maintien des secteurs stratégiques de la nation signifie que la minimisation des coûts salariaux, les dividendes versés aux actionnaires, ne soient plus les mobiles déterminants des dirigeants. C'est moins une révolution morale qu'un réflexe de bon sens collectif, dont « les premiers de cordée » doivent donner l'exemple. En auront-ils la clairvoyance et l'audace ?

Enfin, il est un enjeu, qui peut paraître moins urgent, mais plus rude encore, car il est idéologique. Le séisme que nous vivons ne favorise pas seulement le regain de tous les complotismes populistes parmi les couches les moins cultivées de la population. Il encourage aussi un certain nombre d'intellectuels, de gauche comme de droite, à prôner, avec une écoute souvent complaisante, une espèce de repli identitaire, dénonçant tour à tour les méfaits environnementaux et sociaux de la mondialisation, la « barbarie » des métropoles, et développant plus généralement un discours anti-ville. Ils n'hésitent pas à tordre l'histoire en assimilant l'urbanisation contemporaine à la cité assiégée derrière ses murailles, au contraire d'une ruralité mythifiée qui correspondrait à des périodes d'expansion matérielle et culturelle.

On ne répétera jamais assez combien cette vision régressive des civilisations est délétère. Elle nie les vertus universelles et de longue durée du progrès et de l'échange, liés à la ville. Si l'on ne fuyait pas l'anachronisme et l'exagération, on craindrait que l'épidémie actuelle ne nous replonge, en même temps que dans les peurs collectives des pestes noires, dans le long silence des confinements et des restrictions matérielles et spirituelles que fut en partie le Moyen Âge. Il faut certes relocaliser une partie de l'économie productive, bannir les mobilités inutiles, sans oublier ce que le dernier demi-siècle représenta aussi pour la découverte scientifique, l'espérance de vie ou l'imagination créatrice. Si le Covid-19 et ses morts injustes pouvaient nous convaincre, et de l'un et de l'autre, le drame mondial que nous vivons aura, à un prix très élevé, fait progresser l'humanité.

Le 3 avril 2020

## Patrick CELESTE

### HABITER L'APRÈS COVID-19

Ce matin, 24 avril, écoutant France Inter, parmi bien des informations dont la majorité porte sur la pandémie actuelle, s'était glissée celle-ci : Les sites de vente de maisons individuelles ont vu ces derniers jours une augmentation de 30 % de « visites » de personnes cherchant un bien à acheter, maison principale ou secondaire, alors même que le marché de l'immobilier connaît comme tant d'autres secteurs en ces temps de confinement, une baisse radicale.

Le confinement aurait donc fait éclater une demande qui ne trouverait pas sa satisfaction dans les appartements des villes comme des périphéries. Faut-il penser que chacun cherche deux logements, l'un principal, l'autre secondaire sans qu'il soit possible de répondre dans l'absolu si ce serait l'urbain qui serait ou non principal ? Ou faut-il penser que l'appel giscardien pour que « Deux Français sur trois » soient propriétaires, (sous entendu, d'une maison individuelle), a enfin trouvé son accomplissement ? Ou ne faut-il pas mieux réfléchir aux raisons de cette insatisfaction et aux moyens qu'il conviendrait de mettre en place, ou de renforcer, afin de la résorber ?

C'est plutôt à cette troisième question que cette contribution cherche à répondre. Je m'appuie principalement sur 10 ans d'architecte-conseil de l'État dans le Tarn et le Pas-de-Calais, activité de conseil que je poursuis d'une autre manière auprès d'une communauté de communes de 400 000 habitants de la région ouest parisienne, regroupant près de 80 communes, aussi bien urbaines et industrielles que rurales. Une conclusion s'est imposée à moi comme d'ailleurs à la majorité des architectes-conseils, la production du logement s'est réduite à des produits qui, à de rares exceptions, sont dépourvus d'inventions, celles-ci étant confondues avec l'application de normes d'autant plus stérilisantes que sitôt intégrées elles se métamorphosent en de nouvelles normes, ce qui annihile les possibilités d'invention.

Les manques, on les connaît : logements de plus en plus éloignés des lieux de travail et des services – trop petits – dépourvus de services collectifs – très mal adaptés à l'évolution des modes de vie (familles recomposées, intergénérationnelles, travail à domicile, être malade ou diminué chez soi ... ). Notre séminaire a établi ce bilan et permis de proposer des directions d'amélioration. Sauf qu'avec la pandémie le désir de changements plus radicaux s'est fait jour, invitant à réfléchir à ce que pourrait être un autre modèle. Pensant comme tant d'autres qu'on ne peut dissocier le logement de son contexte, penser la ville, disons pour être plus de notre temps, penser le fait urbain c'est penser le fait d'habiter. J'habite aussi bien mon quartier que mon habitation, l'un et l'autre contribuent à me faire, comme à divers niveaux, je les fais. Il est vrai qu'il faut y ajouter une nuance importante : selon que l'on est propriétaire ou locataire se vit différemment ce rapport quartier/habitation (Monique Eleb). Demeure que reste d'actualité mais se formule d'une autre manière ce à quoi invitait Leon Batista Alberti : penser la ville comme étant une maison et la maison comme étant une ville.

Si ce n'est la phrase exacte, en revanche ce qui est certain est :

- que, d'une part, la ville contemporaine résulte de sa dislocation et de sa fragmentation loin du tissu resserré des proximités domestiques, mais que tend à corriger son niveau de mobilité et d'équipements ;
- et que, d'autre part, nul ne se permet de penser l'habitation contemporaine comme un être riche et complexe comme l'est une ville.

Il est vrai que chez Leon Batista Alberti la maison était indissociable de son domaine et que cette conception s'est perpétuée jusqu'aux physiocrates et est toujours présente dans « l'Histoire d'une maison » de Viollet-le-Duc), quand le « domaine » est celui de 500 m<sup>2</sup> en bout de « raquette », il faut bien évidemment relativiser.

La stricte réduction de l'habitation à n'être qu'un appartement la livre à n'être plus qu'un produit. Je dis délibérément « appartement » car il suffit de se référer aux plans des maisons individuelles du marché, pour constater qu'elles ne diffèrent que peu des plans d'appartements (cuisines ouvertes, divisions jour/nuit, rangements indigents, hauteur sous plafond de 250 cm à l'égal des appartements qu'ils soient sociaux ou en accession libre, etc. ..). Si la fabrication de l'appartement et de l'immeuble s'est déroulée tout au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle pour atteindre son niveau sa plénitude dans la seconde moitié du siècle suivant et si elle a su se renouveler, disons jusque dans les années 1980, force est de constater que depuis ce mouvement s'est grippé et a même régressé.

Ce ne sont là que des généralités, bien connues sinon qu'elles soulignent la nécessité d'agir simultanément sur la « ville » et sur « la maison » en veillant à construire sur le construit, donc à freiner l'étalement urbain. D'une lecture déjà lointaine j'ai retenu que tout nouvel habitant d'un territoire voué à se muer en « terrains à bâti », artificialisait à lui seul 1000 m<sup>2</sup> (routes, ronds-points, équipements commerciaux ...) alors même que ce qui relève de son habitation proprement dite n'avoisine que les 20 à 50 m<sup>2</sup>). À la pléthore du premier chiffre répond la minceur des seconds. Alors même que tant d'édifices ayant perdu leur vocation première peuvent se métamorphoser en habitation et en services sans creuser cet écart et en profitant de l'inadaptation première entre le bâtiment d'origine et sa nouvelle destination ! Car, de cet écart, naît l'invention ! On se souvient des Palais de l'industrie, de Roubaix ... Loin de moi de penser qu'il faille coûte que coûte n'habiter que le cœur des villes et ses abords immédiats et investir toutes les friches, non mais il faut penser « local » et son corollaire « collectif ». Par « local », j'entends que la complémentarité entre lieu et habitation conduit déjà à ne plus penser en terme de produits et invite, collectivement, à inventer un programme. On voit bien que c'est vers quoi tendent certains PLUI sans pourtant atteindre ce qu'ils visent avec plus ou moins de volonté et de moyens. L'acronyme même d'OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) en pose le principe, mais pour en avoir vu défiler quelques centaines, je sais qu'il ne s'agit le plus souvent que de tracer trois traits sur une zone AU (À Urbaniser), ce que chacun comprend comme signifiant « à lotir » et selon la situation et la dynamique du marché pour des maisons individuelles « 4 faces » coincées au milieu de leur terrain, ou des immeubles « plots » de 24 m d'envergure ou en « barres » de 15 m d'épaisseur. De l'invitation à « programmer », seule la mono fonctionnalité est retenue. Je vois donc là un moyen qui peut être efficace à partir des outils réglementaires qui permettraient de penser l'aménagement de manière plus locale et collective. Cette position veut se démarquer de la revendication d'un « urbanisme de projet » qui se tient derrière l'étendard que porte le trio investisseur/entreprise/architecte.

Ainsi pourrait-on contribuer à réduire les pratiques néfastes auxquelles je dois de plus en plus m'opposer. J'en donne un exemple : une commune affecte à une zone pavillonnaire à proximité de la gare, la possibilité de se densifier. Une bonne chose. Déferle alors une volée de promoteurs privés venus des quatre coins du pays qui s'en vont sonner aux portes des propriétaires pour les convaincre de déposer un permis de construire. Ils leur font miroiter un prix élevé surenchérissant sur leurs concurrents après avoir, à la va-vite, saturé le terrain au maximum des règles morphologiques, glissant sur les règles qualitatives dont ils se disent qu'elles ne sont que fadaïses à relativiser. Comme ils savent que les communes sont souvent en carence de logements sociaux, ils annoncent un pourcentage élevé de logements sociaux jouant du politiquement correct dans le registre de la mixité sociale alors même qu'il ne s'agit pour eux que d'assurer au plus tôt la vente d'un fort pourcentage de l'opération pour pouvoir l'engager. Ils ne sont jamais allés voir le moindre bailleur social et ni ne sont rendus à la mairie. Ils déposent une demande de permis de construire, et mettent les élus devant le fait accompli et les services devant un dossier, certes indigent, du moins globalement réglementaire. On ne sait trop pourquoi trop de maires se prêtent à ce jeu et ne savent ni ne veulent ouvrir les contre-feux. Alors, dupes ou complices, ils sont plus enclins à veiller à l'intégration du nouveau projet afin qu'il n'effraie pas trop les riverains. Alors ils cèdent au chant des sirènes d'un esthétisme consensuel, il suffit que le projet se pare, par exemple en Île-de-France, des vêtements du néo-Mansart. Le résultat est connu, sous cette enveloppe, l'immeuble fait ses 15 m d'épaisseur, les paliers sans lumière naturelle, les logements sont mono-orientés, les cuisines sont en second jour, etc.). Penser « local et collectif » renverserait le processus dans un dialogue que l'on espère fructueux, engagé très en amont, élus, services techniques, habitants, propriétaires et maîtres d'ouvrage en invitant les bailleurs sociaux à réinvestir le domaine de l'invention qu'ils ont depuis trop longtemps déserté. Mais ils préfèrent se dissimuler derrière leur « cahier des charges » prêts à accepter les bas produits du marché, comme on dit les bas morceaux de pièces de boucherie, car les promoteurs ne leur réservent trop souvent que les logements les moins bien situés. Il ne s'agit jamais d'opérations d'importance et c'est précisément leur force insidieuse.

Y-a-t'il moyen, en s'appuyant sur une volonté de changement que l'après Covid-19 semble vouloir porter mais qui ne sait encore comment se formuler et par quels moyens elle pourrait aboutir, de revenir sur la loi Elan ? L'Académie d'Architecture, à son adresse, fit bien des réserves et avança des propositions.

L'autre niveau de réflexion porte précisément sur le logement lui-même qu'il faut penser comme une entité non finie et dans la diversité des modes d'habiter. Voir à cet égard les actes de notre séminaire Logement et les propositions de Cloud de Grandpré. Là encore, « le local-collectif » aidera à faire éclore les fleurs de cette diversité. Un principe doit guider cette programmation et les usages qui en découlent : comme un logement ne saurait être parfait en atteignant le niveau albertinien d'être à lui seul une ville, ces compléments sont dans l'immeuble lui-même ou à proximité en déclinant une gamme plus ou moins étendue de droits de propriété et d'usages. Chaque opération s'invente, voilà qui changerait du tout au tout nos pratiques ayant furieusement tendance à infantiliser l'habitant. J'ai connu hélas, des maîtres d'ouvrage sociaux qui portaient en grippe leurs habitants. J'admets que mes propositions peuvent se rapprocher de la période courte des inventions portées par souffle des révolutions et je me souviens trop des cours d'Anatole Kopp et des regrets qu'il formulait.

À cet égard, ne faut-il pas demander aux membres étrangers quelle perception de ces problèmes, a leur pays respectif et quelles seraient leurs propositions ?

Le 24 avril 2020

## Marie-Hélène CONTAL

### Penser la Ville d'après

L'Académie d'Architecture partage le souhait général que la pandémie réactive la réflexion collective sur *le monde d'après*. L'après-crise appelle une transformation de nos modes de vie et d'organisation sociale. Elle doit être guidée par notre attachement aux valeurs de solidarité, de démocratie et, aujourd'hui, d'écologie.

Ces valeurs fondamentales, il faut rappeler que c'est dans et par la ville qu'elles s'accomplissent et se transmettent chaque jour. La solidarité et l'équité sont la raison d'être de nos *équipements*. Si la démocratie est née en Europe, son berceau a été l'aménagement des villes et leur embellissement par *l'espace public*. La crise écologique enfin, vers quoi tout converge, nous a fait découvrir que la planète est devenue en un siècle, parallèlement à la globalisation, un *milieu habité* généralisé.

Aujourd'hui, la pandémie révèle cruellement les carences et les dysfonctionnements de la ville contemporaine. Il ne fait pas doute que les autorités publiques vont lancer des chantiers nombreux. En prévision du lancement des chantiers l'Académie d'Architecture souhaite d'abord que leur organisation ne reproduise pas les travers technocratiques habituels :

- Une action publique segmentée en silos fonctionnels – plan CHU d'un côté, désertification rurale de l'autre : ce sont des problématiques à coordonner.
- Une réflexion trop mono-disciplinaire – logement d'un côté, organisation du travail de l'autre.
- Un manque d'imagination – un modèle en crise, ce peut être un modèle à changer, plutôt qu'à réparer.

L'Académie souhaite surtout que dans cette réflexion, on cesse d'oublier que l'architecte est un expert, et un expert, en particulier de la synthèse. Car, santé, habitat, résilience des quartiers denses, interactions entre fonctions sociales...: tout converge vers la pensée du territoire, l'aménagement des villes et l'habitat, refuge ultime et matrice sociale.

À ce titre, l'Académie propose une série de chantiers de réflexion aux autorités et aux parties prenantes. Elle forme évidemment le souhait que ces chantiers soient pluridisciplinaires et accueillent en leur sein ces experts des *milieux habités complexes* que sont les architectes.

### Ces chantiers pourraient être :

#### **La pandémie le révèle : le logement est devenu un lieu plurifonctionnel**

*Comment penser ça ? Dérouler la chaîne des conséquences ? (programmes, PLU etc.)*

#### **Le rôle de l'hôpital face à l'injonction de résilience urbaine**

*Histoire brève de l'évolution des modèles, du pavillonnaire XIX au giga CHU. Et après ?*

#### **Le maillage sanitaire**

*Des équipements à inventer ?? Réinventer le léger ?*

#### **Le Plan Orsec est un projet d'urbanisme éphémère**



*80 % des catastrophes naturelles sont prévisibles. On sait où ça va inonder, où ça va caniculer, où la mer va monter. Et on se souvient que les épidémies ont toujours leur épicode dans les villes. Associer les architectes au « penser la ville en temps de crise ».*

### **L'hygiénisme urbain du XXIe ???**

*On vit sur les restes de l'hygiénisme urbain XIXe – qui était très pensé !*

### **Urbanisme commercial**

*Des leçons à tirer ...*

### **Adapter les processus de décision publique à la gestion de crise**

**Etc....**

Le 4 avril 2020

## Xavier FRAUD

**Avec l'obligeance d'Anne-Sophie Kehr, Présidente du Réseau de Maisons d'Architecture, je livre ici ma contribution 'personnelle' sur quelques réflexions que nous menons actuellement au sein du bureau du RMA. Pour essayer d'anticiper sur les nouvelles dispositions qu'il faudra demain apporter en termes d'aménagement et de construction – *indissociables* - nous nous interrogeons sur les conséquences de l'épreuve du confinement, pour le scruter et comprendre le nouveau regard que les habitants porteront désormais sur leur ville, leur quartier, leur habitat. Quelle prise de conscience et quels comportements nouveaux ? Les architectes et les urbanistes qui devront demain répondre présents afin d'aider et participer à la réorganisation de la société, ne pourront pas le faire sans considérer les retours inédits de ces expériences insolites.**

### Triptyque

#### **Le rôle des habitants pour façonner une ville nouvelle**

Donner du sens à ce que nous vivons, parce qu'être confiné relève d'un acte de solidarité publique. Vécu alors en tant que tel et en pleine conscience, dans nos appartements, moins sévèrement dans nos maisons et nos jardins, nous avons pris le temps d'évaluer ces espaces de la vie domestique. Attentifs à se découvrir, redécouvrir son univers personnel, immédiat, les rues voisines, les chemins d'à côté, ce quartier dont on méconnaît souvent bien des secrets. Une occasion de réveiller notre capacité d'étonnement sur notre univers de proximité, notre territoire de la vie quotidienne.

Parce qu'ils auront alors accédé à une compréhension sensible de la ville, et acquis une vision plus personnelle, les habitants mieux préparés auront gagné en légitimité pour participer au façonnage des villes d'après.

#### **Redécouvrir l'espace de la ville, après**

Confinés chez nous, sachant profiter des moments de liberté autorisés, nous avons eu tout loisir de mesurer, et de les découvrir, les silences de la ville, la tranquillité des espaces publics, les grandes surfaces apaisées, la quiétude de la rue. Nous avons entrevu les plages désertées, le ciel bleu des métropoles, nous avons ressenti la douceur et la sérénité du temps qui passe comme jamais auparavant.

Au moment de retrouver nos vies de l'extérieur, que nous en restera-t-il demain pour ne pas renouer avec les excès d'avant ?

*Ecouter « Living in a ghost town » RS.*

[https://www.youtube.com/watch?v=LNNPNweSbp8&list=RDLNNPNweSbp8&start\\_radio=1&t=0](https://www.youtube.com/watch?v=LNNPNweSbp8&list=RDLNNPNweSbp8&start_radio=1&t=0)

#### **Sérendipité**

Si le confinement contraint nous a privé de tous les espaces qui n'étaient pas domestiques, il nous a fait appréhender les limites de ce que à quoi nous expose l'absence de l'autre. Partout, les femmes et les hommes du monde entier ont montré, nombre d'exemples et d'initiatives cités par les médias, la capacité d'adaptation de notre société qui a ainsi adopté spontanément une nouvelle posture de bienveillance, voire d'entraide largement généralisée que nous ne reconnaissons plus.

En aurons-nous demain saisi toute l'utilité et les avantages ? S'en saisir alors pour inventer d'autres formes de sociabilité, aussi nommées « urbanité ».

6 mai 2020

## Cloud de GRANDPRÉ

### **Penser « l'après » en architecture**

c'est penser avec une vision à long terme en articulant toutes les échelles et les collaborations ; mais c'est aussi penser « l'avant » dans ses complexités, car la conception implique anticipation, mise en relations multiples entre les innombrables éléments de la réalité, et synthèse de toutes ces interrelations et interdépendances.

Ce qu'il est convenu d'appeler en ce printemps 2020 « crise sanitaire » est en grande partie, en France et bien souvent ailleurs, une crise de l'anticipation, de la vision à long terme et à l'échelle territoriale. Et cela sur fond d'un crédo libéral en matière de gestion hospitalière. La médecine « ambulatoire » parfois excessive quand elle renvoie immédiatement chez eux les opérés, contribuant à la suppression massive de lits, de chambres, de matériel, de personnel : bref de superbes « économies » pour les gestionnaires administratifs et financiers de la santé « publique ». Le moment venu il faudra faire les comptes : combien d'économies du fait de cette politique, pour combien de dépenses actuelles et à venir, conséquences sur l'économie du confinement imposé faute de masques, de tests, de lits de réanimation, et de respirateurs ?

S'ajoutent à cette crise, l'accélération de la désertification des territoires français : départ à la retraite des généralistes non remplacés, fermeture des unités de soin trop petites pour être rentables, difficultés récurrentes à mettre en place des « maisons médicales » locales et partagées, saturation des rares services d'urgence ; selon que vous habitez une métropole et dans sa périphérie, ou dans une petite commune rurale à l'écart des grands flux et grandes concentrations, votre capacité d'accès aux soins sera fortement diversifiée, pour ne pas dire très inégalitaire. Même chose selon que vous serez membre d'une famille nombreuse en logement collectif ou habitant d'un bel appartement privé ou d'une maison avec jardin: le ressenti du confinement obligatoire sera très sensiblement différent.

Comme pour les catastrophes naturelles, les conditions de vie réelles, matérielles, amplifient ou atténuent les conséquences négatives pour les habitants, durant ces périodes de crise. Or c'est sur cette question du cadre de vie, tant au niveau du territoire, qu'à celui de l'urbain et de l'habitat, que les décisions d'aménagement, d'équipement, de construction, et leur conception deviennent cruciales. Elles doivent s'inscrire dans des projets portés par une vision à long terme, à l'échelle des territoires, partagée avec leurs habitants. En lien et collaboration avec le personnel médical et soignant, les représentants des usagers, les pouvoirs publics de la santé et les élus locaux, les professionnels de l'espace, architectes, urbanistes, peuvent très utilement contribuer à programmer, repenser, concevoir les nouvelles unités qui participeront à tirer les leçons des manques actuels.

Cette « crise », à la suite des crises financières, climatiques, sociales, nous démontre s'il le fallait encore l'importance de la mise en relation intelligente des différents niveaux du réel, dans l'anticipation et la vision systémique du milieu que constitue notre monde : seule voie pour traiter à temps et avec succès l'immense interdépendance des problématiques, des êtres vivants, humains et non humains, des institutions et des éléments matériels. Plusieurs thématiques ressortent dès à présent de l'expérience en cours et de son vécu, si l'objectif de « l'après » est bien d'améliorer sensiblement les conditions de vie courante pour tous dans la traversée de ces crises :

### **L'importance des conditions de logement et d'habitation : plus grand, plus flexible, moins chers.**

- Présence systématique d'un ou de plusieurs extérieurs : balcon, terrasse, loggia, jardinet à rez-de-chaussée, cours ou toit-terrasse partageable ; tout extérieur proche de son logement est bon pour permettre une respiration entre un intérieur protecteur et intime et une ouverture sur le dehors, le ciel, la rue, l'espace des autres.
  - Existence d'une ou plusieurs pièces en plus, ou en partage, ou des pièces polyvalentes plus spacieuses pour l'activité connectée ; il ne s'agit pas seulement de télétravail mais de pouvoir s'isoler avec un vrai confort dans un lieu « à part », évitant les conflits d'usage au sein de la famille dans les espaces de séjour communs, de loger un « grand » en attendant son départ dans la vie, de recevoir un ami, un parent.
  - Possibilité d'une connexion haut débit pour 100% des habitants du territoire national ; faute de quoi l'espace gagné dans son logement pour une connexion confortable reste un acquis inutile.
  - Définition d'une surface habitable revue à la hausse à l'exact contrario des politiques -là aussi « d'économie », qui la réduisent depuis des dizaines d'années, comme seule remède à l'envol des prix.
- Il ne devrait plus y avoir en 2020 de chambre en-dessous de 12m<sup>2</sup>, de cuisine laboratoire ou systématiquement reléguée comme un placard en fond de séjour-entrée et en second jour, de salle de bains et parties communes aveugles, de grands logements non traversants.

### **L'Importance de la conception d'espaces de vie intégrant habitat et urbanité : mieux groupés, mieux intégrés.**

- Toutes les qualités « acquises » théoriquement au fil de l'histoire du logement moderne doivent être réinvesties et synthétisées dans un logement contemporain d'une véritable révolution des modes d'habiter l'espace.
- La fréquentation massive des trottoirs à l'heure de l'« happy hour », celle des espaces de « co-working », les investissements et aménagements de toits terrasses, de jardins partagés, les pratiques de modes de circulation douces : ces nouveaux usages bien que concernant encore principalement les villes centres sont les signes avant-coureurs de pratiques qui vont aller en s'amplifiant, en péri-urbain et en zones moins denses. Les aménagements et constructions nouvelles doivent les intégrer dès leur programmation.
- Autre point mais non le moindre, penser « HABITAT » là où on parle encore trop souvent du logement comme d'un « PRODUIT EN SOI », reproductible en quantité indépendamment de son mode de groupement et de la qualité des espaces connexes qui lui sont liés. C'est tout un savoir-faire « micro-urbain » qu'il faut capitaliser permettant tant dans l'existant que le neuf d'offrir au-delà d'un toit des lieux pratiques et symboliques à habiter ensemble : Exercice d'innovation architecturale et urbaine enrichissant les programmes à venir avec les aménageurs, les maîtres d'ouvrages, les élus et les maîtres d'usage, les habitants.
- Par exemple avec le mode de production de l'habitat participatif qui génère des économies substantielles (le profit du promoteur privé), et crée des lieux collectifs et des surfaces plus généreuses. Il faut l'encourager, en diffuser la culture dans les écoles d'architecture et les organes professionnels, et faire reconnaître le surcroît d'investissement et de travail des architectes dans sa mise en œuvre.

### **Nos lieux « rêvés », nos projets, déjà dans bien des réalisations et des têtes :**

- Une ville centre plus verte, moins dense, avec des logements familiaux mieux répartis sur tout son territoire ; et préservant ses emplois grâce à l'attractivité d'équipements de haut niveau ;
- Une périphérie « mieux » accessible, aux quartiers désenclavés, mieux dessinée, avec plus de vrais lieux de convivialité, des logements moins occupés, « desserrés » ; de nouveaux lieux de production rapprochés des habitants, de nouveaux équipements en partage avec la ville centre.
- Des métropoles fortes mais ne tournant pas le dos au reste du territoire et aux espaces interstitiels ; apprenant à partager les bénéfices des grands flux d'activité.
- Des villages et villes petites et moyennes régénérées, stoppant l'étalement du pavillonnaire dispersé, réinvestissant l'habitat de centre-bourg, adoptant des PLU(I) fondés sur des projets de redéploiement entre centre, périphérie et terres agricoles ; entre activités locales et échanges-partenariats à grande échelle rendus possibles par une connectivité générale.
- Une vision territorialisée et à long terme de l'équipement médical et sanitaire, avec une fine granulométrie des tailles et spécialisations différenciées des lieux de soin, depuis la proximité quotidienne des maisons médicales jusqu'aux hôpitaux de pointe, avec des unités de taille intermédiaire optimale.
- Un habitat groupé et participatif, moins onéreux, plus qualitatif, aux espaces privés intérieurs et collectifs généreux, flexibles, finement articulé aux tissus urbains existants. Finissons-en avec les logements chers, petits, entassés et sur-occupés en barres et tours difficiles à vivre, ou dispersés en maisons individuelles mitant les terres agricoles.

Le 11 avril 2020

## Mireille GRUBERT

### **Les mois c'est comme les années si tu comptes lentement**

Nous avons éprouvé le temps long, et nous n'y étions pas préparés.

Il aura fallu qu'un virus tue les pauvres et les riches, inégalement sans doute, pour mettre l'économie à genoux, et pour que nous assistions médusés à ce que nous pensions ne jamais voir : la quasi-disparition de la circulation automobile, une diminution spectaculaire de la pollution et du CO2, une reconnaissance éperdue et soudaine pour les personnels de santé, une mise à l'honneur de tous les travailleurs de l'ombre jusque-là ignorés et sous-payés : les techniciens de surface, les aides-soignants, les éboueurs, les livreurs, bref, tous les « premiers de corvée ».

Les uns ont été assignés à l'immobilité pour protéger les autres qui vont travailler en courant un risque pouvant être mortel.

De nos vies bouleversées, quels éclairages nouveaux surgissent pour illustrer l'idée que rien ne sera comme avant. Bruno Latour<sup>1</sup> nous invite à revenir sur nos fondamentaux, ou plutôt sur ce qu'ils sont devenus pendant et après cette crise. En quoi agit-elle comme révélateur, que nous dit-elle qui soit à retenir pour la suite dans nos domaines de l'architecture, de l'urbanisme et du patrimoine ?

C'est sans doute l'espace public, dont nous sommes cruellement privés en ce moment, que nous voudrions redécouvrir en premier, « face à l'angoisse d'une destruction de l'urbanité, de la vie sociale, l'horreur lente et sournoise de vivre dans une ville qui ne vit pas », nous dit Patrick Boucheron<sup>2</sup>.

Le géographe Michel Lussault<sup>3</sup> met en lumière combien et comment ces lieux de côtoiement de tous avec personne en particulier, sont constitutifs de notre identité individuelle et de notre humanité. A ce titre, peu importerait presque leur qualité spatiale, l'important est qu'ils existent et qu'ils soient « fréquentables ».

Les confinés auront eu tout loisir d'éprouver les qualités de leur logement ou l'absence de celles-ci. Hormis les critères traditionnels de taille, de confort, d'ensoleillement, d'isolation phonique, de qualité architecturale, de présence d'un dehors (balcon, terrasse, cour, jardin), seul le multi fonctionnalisme sera apparu comme une ambition peu envisagée jusque-là.

Mais ne sculptons pas l'avenir sur la base du confinement, situation anormale et liberticide. Les leçons sont à tirer contre elle, et non avec elle. L'enfermement auquel sont assignés des milliards de gens à travers le monde est un instrument de surveillance. Tous nos efforts doivent converger pour en sortir. Le rendre plus tolérable ne peut suffire.

Ce que la crise met en lumière, ce sont les inégalités sociales préexistantes et celles qui vont naître ou s'accroître à cause d'elle. Etre confiné à trois dans une chambre quand on est un jeune migrant relève de la privation de libertés élémentaires, et du fiasco quand l'un d'entre eux est malade. Pour ceux d'entre eux qui sont scolarisés, l'enseignement numérique à distance est un obstacle de plus parfois infranchissable. Certains, qui ont survécu à des années d'errance jalonnées de tous les dangers, se verront brusquement marginalisés à nouveau par ce confinement. Alors oui, il faut les accueillir, les loger dignement et les soigner, confinement ou pas, de même que les prisonniers et les malades mentaux.

---

1. Bruno LATOUR, « Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise », Médiapart, avril 2020

2. Patrick BOUCHERON: «En quoi aujourd'hui diffère d'hier», par Joseph CONFAYREUX, Médiapart, 12 avril 2020

3. Michel LUSSAULT, Chronique géovirale n°4, 23 mars 2020

Les services publics sont, grâce à cette crise, remis sur le devant de la scène. Leur rôle structurant, vital pour la cité et ses habitants, est soudain réaffirmé. C'est autour d'eux que les villes se peuplent. Ils sont au service la population. Ils doivent rester ou revenir au centre des établissements humains. Ils doivent être accessibles par le plus grand nombre, y compris à pied. Ecartons tous projets de transfert à la périphérie des écoles, des crèches, des bureaux de poste, des médiathèques-bibliothèques, des musées, des maisons de retraite et des hôpitaux. Il en va de même des équipements privés que sont les centres de santé, fortement sollicités par temps de pandémie.

Les commerces doivent être de proximité, avec des politiques publiques volontaristes pour y parvenir. Le moratoire sur la création de grandes surfaces commerciales doit être renforcé, surtout à la périphérie des agglomérations.

S'il est une dimension que la pandémie a mise en lumière, c'est notre étroite imbrication avec le monde non humain, qu'il soit animal ou végétal. Cette crise nous contraint à regarder en face notre obligation de négocier avec le virus, à lutter contre et en même temps à pactiser avec lui lorsque nous recherchons l'immunité. Baptiste Morizot<sup>4</sup> nous a appris la négociation avec les loups, et plus largement à prendre conscience de notre appartenance à un univers biologique dans lequel nous sommes minoritaires, disparité que le virus est en train d'aggraver.

Notre-Dame a brûlé il y a un an. Le chantier de son relèvement a déjà fait face à deux crises sanitaires : celle du plomb, qui occasionna la suspension des travaux à l'été 2019, et maintenant celle du covid-19 qui a provoqué l'arrêt du chantier depuis le 16 mars 2020. La stabilisation de l'édifice dévasté, grâce au ceinturage de l'échafaudage de la flèche, calciné mais toujours en place, avait été fort heureusement magistralement réalisée juste avant que les ouvriers, les architectes, les artisans, archéologues qui s'afféraient sur le chantier aient été à nouveau stoppés net dans leur élan. La fin du confinement sera pour eux un retour à l'espace du chantier clôturé par la sécurisation contre le plomb. Nos souhaits d'en faire un atelier ouvert au public pour la formation de tous sont renvoyés à plus tard.

Renvoyés par le confinement aux fondamentaux de nos vies, c'est à l'identification de ce qui fait patrimoine pour nous que nous sommes invités. Il ne s'agit pas de savoir ce que nous emmènerions sur une île déserte, mais de réfléchir à ce qui nous constitue, à ce qui nous fait vivre. De même que le patrimoine est génétique, il est, lorsqu'il est bâti, l'ADN de nos établissements humains. L'architecture et l'urbanisme au même titre que les arbres et les paysages participent du biotope dans lequel les humains évoluent. Ils le co-construisent avec les autres espèces, et doivent l'entretenir, pour eux et pour leurs enfants.

Le 11 avril 2020

---

4. Baptiste MORIZOT, « Manières d'être vivant, Enquêtes sur la vie à travers nous », éditions Acte Sud, février 2020



## Jean-Michel JACQUET

### **Pour un aménagement du territoire résilient**

« Tout être blessé est contraint à la métamorphose » Boris Cyrulnik

#### Préambule

Nous pouvons constater que, depuis des décennies, l'organisation mondiale des territoires est structurée autour et à partir d'un seul modèle : un développement exclusif des mégalofoles ou métropoles suivant l'échelle du territoire concerné.

Dans ce monde globalisé les métropoles échangent entre elles, indépendamment du reste de leur territoire. Les transports, le numérique sont à l'unisson, rendant abstraites les distances, la notion de territoire et même d'appartenance à ce dernier. Ces concentrations de personnes, d'activités, de déplacements ont accéléré le réchauffement climatique, généré des conditions sanitaires précaires à l'échelle du globe, mis à mal nos écosystèmes et notre biodiversité. Par ailleurs, on a pu observer, très récemment, que notre contrat social, lors des manifestations des « gilets jaunes », a été mis en cause par une partie de nos territoires se sentant oubliée, souvent hors des métropoles.

Nous sommes donc devant une tendance mondiale, déclinée nationalement, localement. Fort de ce constat général, quelle est la situation des territoires ? La dernière grande réforme territoriale est celle du quinquennat Hollande avec la loi NOTRe : constitution de supra-régions et reconnaissance du statut de métropole, devant en principe porter le dynamisme, le développement des régions et exercer leur solidarité à l'égard des territoires connexes. La course au statut de métropole, au gré des influences, a banalisé l'efficacité envisagée. La solidarité à l'égard des territoires connexes est restée un vœu pieux.

Comment inverser ce constat et proposer un aménagement conforme à notre situation, écologique, sanitaire, sociale, organisationnelle, en faisant preuve de résilience dans nos modes d'élaborations, de prospectives dans nos visions ?

#### Un aménagement résilient de nos territoires

Déglobalisation des échanges et défocalisation sur les métropoles : cela signifie organiser des circuits courts pour les activités, qu'elles soient stratégiques ou pas et à l'échelle adaptée. Pour cela, la seule concentration des ressources dans les métropoles est un échec, il est impératif de répartir harmonieusement ces dernières sur l'ensemble des territoires, productions comme services. Cette déconcentration permettant d'assurer plus de sécurité sur le plan économique, sanitaire, mais aussi de recoudre des territoires paupérisés par l'absence de ressource, de service public ou privé.

Il faut donc amender la loi NOTRe, rééquilibrer les territoires en s'appuyant sur les villes moyennes et non plus se focaliser sur les métropoles. Les villes moyennes doivent assurer un rôle de relais avec leurs territoires connexes, permettant un maillage géographique beaucoup plus fin. Le maintien d'équipements publics, privés, d'activités, de productions, permettant alors de décongestionner les métropoles et d'exercer une réelle solidarité sur l'ensemble de leurs bassins de vie. La déglobalisation des échanges nécessite de revoir le système de l'échange. Le numérique tisse une toile où chacun est en rapport avec chacun,

alors que pour les échanges physiques nous constatons toujours plus de concentration à travers des « Hub » mondiaux ou à l'échelle des pays, à travers les capitales ou métropoles majeures. Le système en étoile doit être équilibré par un maillage transversal de villes moyennes en villes moyennes. Pour intensifier la vie dans les territoires, il faut mettre en œuvre un urbanisme circulaire quelle que soit l'échelle de la ville ou de l'agglomération.

### Un urbanisme circulaire

Le premier point à observer est de cesser définitivement l'étalement urbain qui génère toujours plus de déplacements, d'artificialisation des sols, de réchauffement urbain, etc. Cela ne signifie pas figer la vie collective ou individuelle, mais l'organiser d'une manière intense et flexible. Pour cela, il faut identifier l'ensemble des ressources urbaines existantes : friches de toutes natures, immeubles sous habités, délaissés dans l'espace public, routiers, ferrés, etc... pour les investir. Pour rendre la ville flexible et adaptable, notamment aux usages émergents, l'ensemble de l'activité humaine, le logement, l'activité, les services publics et privés, doivent pouvoir réinvestir la ville circulaire, mais aussi faire preuve d'imagination pour s'installer là où ce n'était pas pensable, d'une manière fixe ou provisoire, le temps d'un besoin collectif.

Le deuxième point est l'optimisation des sols : l'hyperspécialisation des sols est dépourvue de sens et a fait son temps. Il faut au contraire les rendre polyvalents et adaptables, dans un décloisonnement, public/privé, fonctionnel, d'usage et de temporalité. Quelques exemples : un parking de supermarché à l'extérieur de la ville peut servir de parking relais pour cette dernière. Un espace public peut recouvrir plusieurs fonctions, représentation collective, usage marchand, festif, de loisirs, etc. Un même espace peut, suivant les moments de la journée, accueillir des fonctions différentes, versus les centres-villes qui deviennent piétons aux heures de loisirs.

Le troisième point est l'anticipation réglementaire par les collectivités territoriales. Pour cela, la loi NOTRe doit être modifiée et prendre en compte les réalités territoriales. Les EPCI (établissement public de coopération intercommunale) doivent modifier leurs documents d'urbanisme pour permettre la ville circulaire et limiter l'usage de la voiture dans l'aménagement des territoires.

Le quatrième point est d'envisager drastiquement un réseau des déplacements doux permettant un maillage total de la ville. Ne plus imposer de coefficient d'occupation des sols ou de nombre de place de voiture, attirant toujours plus de véhicules.

Le cinquième point est d'intensifier la ville c'est aussi intensifier la sociabilité de cette dernière, ou chacun se conçoit comme faisant parti d'un tout, d'une communauté. C'est pourquoi le vivre ensemble doit avoir un sens, cela veut dire partager le même espace. Dans les zones suburbaines, il faut définitivement abandonner la forme urbaine du lotissement, limiter la taille des parcelles en économisant le sol, permettre la densité, abandonner les surdimensionnements des voiries pour ne plus être dans un urbanisme égotique où chacun regarde chacun sans partager l'espace.

L'aménagement résilient est basé sur plusieurs principes. Nous avons vu la déglobalisation des échanges, des relations inter-métropoles, l'urbanisme circulaire, mais le plus important

est, sans doute, la prise en compte effective du développement durable.

## Le développement durable dans les territoires résilients

Le réchauffement climatique auquel nous assistons est l'expression des atteintes que nous faisons subir à notre environnement et à l'ensemble des écosystèmes naturels. Notre résilience peut être d'essayer de réparer ce qui peut l'être, de modifier nos comportements collectifs et individuels. Prenons comme point de départ notre patrimoine naturel territorial, peut-il être valorisé dans le sens de sa sauvegarde, de la valorisation de ses écosystèmes ?

Existe-t-il des friches, des délaissés, des non-lieux, des espaces naturels, des forêts, cultures qui pourraient être réhabilités ? La déforestation, l'urbanisation sauvage, les cultures intensives doivent être arrêtées. La connaissance de nos patrimoines naturels territoriaux est une première étape, pour sa gestion scientifique et respectueuse et ensuite pour sa valorisation notamment dans le bilan carbone de l'aire géographique concernée, voire plus, comme nous l'avons proposé dans le concept du poumon vert du Grand Est.

Rendre la ville flexible, adaptable aux conditions climatiques extérieures, canicule, inondations, manque d'eau. Pour cela, la gestion du risque doit être synonyme de la gestion du territoire par une approche écologique pragmatique. Quelques exemples : verdissement de la ville pour lutter contre les canicules en milieu urbain et améliorer leur bilan carbone, gestion/stockage des eaux pour une régulation et l'alimentation des nappes phréatiques, lecture de mécanique des fluides pour les espaces sujets à inondation, délocalisation des biens et des personnes pour les zones côtières exposées à la submersion marine et que le trait de côté joue son rôle ancestral d'absorption du phénomène, etc.

La limitation des déplacements carbonés. Outre la modification des pratiques et usages, encore faut-il que les conditions soient requises, c'est-à-dire que les collectivités aient mis en œuvre un plan de déplacement urbain total décarboné pour les transports collectifs ainsi qu'un réseau de déplacements doux effectif et efficient. À l'échelle régionale, les liaisons ferrées entre villes moyennes doivent permettre de limiter les effets de concentrations métropolitains. Les entreprises publiques et privées doivent mettre œuvre des flottes de véhicules vertueuses.

La prise en compte par les finances publiques d'une politique publique de développement durable. Les collectivités doivent établir une comptabilité de l'impact environnemental des organisations. Par ce biais, elles calculent ce que leur activité émet comme gaz à effet de serre et ce qu'elles captent également. Le principe est défini depuis le Grenelle 1 et 2 de l'environnement, notamment pour les collectivités de plus de 50.000 habitants et pour les plus petites ce sont les intercommunalités qui doivent s'en charger. Cette comptabilité permet d'analyser les sources et de se fixer des objectifs de réduction.

## Conclusion

Un aménagement résilient est donc basé sur un urbanisme circulaire et sur la prise en compte du développement durable. Ce substrat doit permettre une économie circulaire dans le cadre d'une modification de nos usages. Consommer local ne signifie pas seulement entretenir les circuits courts propres à l'alimentation, mais signifie aussi d'utiliser toutes les

ressources d'un territoire, services, entreprises, commerces... Cette modification de nos usages et modes de consommation mondialisés est un engagement citoyen. Le territoire est résilient pour répondre aux agressions dont il est la victime, l'objectif étant de créer des conditions de vie pérennes et équilibrées.

La crise sanitaire que nous vivons est l'occasion d'introduire des nouveaux usages, de nouvelles attitudes. Ce recentrage sur nos territoires doit permettre de développer leurs capacités à équilibrer les effets délétères de la globalisation et de la concentration. Le tout État a vécu, il doit savoir déléguer, hors domaines régaliens, faire confiance aux territoires pour que ces derniers se gèrent avec rigueur et résilience, qu'ils aient confiance dans leurs capacités, dans leurs ressources, dans les femmes et les hommes qui composent leur communauté de vie.

C'est un nouveau volet de la démocratie française qui s'ouvre, se rapprochant ainsi de l'organisation politique de nos voisins européens. Cette décentralisation territoriale ne signifie pas moins d'État, mais un État plus anticipateur, coordinateur, penseur et moins acteur local. Cette opportunité de modifier les rôles et devoirs entre l'État et les régions doit aussi être celle de la prise de conscience pour chacun que nos ressources naturelles sont limitées, que leur préservation est un enjeu vital en ce début de 21ème siècle.

29 avril 2020

## Martin ROBAIN

### Face à l'incertitude

En quelques jours la succession ininterrompue d'événements inédits a fait voler en éclat le système de certitudes dans lequel nous vivions. La redécouverte d'un homme mortel, sa prééminence sur l'économie globale et ses capacités d'investissements publics - contractés cette fois par une dette perpétuelle...

Cet hyperprésent inimaginable vécu à l'échelle planétaire, révèle comment chaque territoire a envisagé ou non l'imprévisible. Les problématiques urbaines induites par la crise sanitaire du CoViD19 et ses multiples conséquences, montrent combien nous devons désormais faire une place nouvelle à l'incertitude. L'après a déjà commencé et il interroge en priorité ce que nous sommes et « comment nous vivrons ensemble ».

#### Tous habitants

À mesure que les logiques spatiales de la pandémie se dessinent, l'ensemble des modes d'habiter doivent être réévalués par rapport à leur capacité de résistance aux chocs. Les plus démunis qui représentent deux-tiers des citadins confinés dans le monde, ne peuvent survivre dans le cadre des mesures demandées et de ses incidences économiques. Il devient urgent d'anticiper de nouveaux droits-minimums pour l'ensemble des habitants pouvant vivre dans un environnement dégradé, en priorité au bénéfice des plus précaires.

Concernant les plus éloignés du travail et au sujet de la priorité d'accès au logement, nous avons vu combien certaines activités essentielles à la vie exigeaient d'assurer des solutions adaptées en cas de crise. Les infrastructures touristiques hôtelières ont montré qu'elles pouvaient répondre à de nouvelles nécessités, en abritant les plus fragiles, mais aussi les 'navetteurs' de l'urgence. Nous pourrions penser des structures d'accueil duales, pouvant changer d'affectation selon les nécessités.

Pour une partie des habitants travaillant et vivant à l'étroit dans le cœur des métropoles, le télétravail massivement adopté, offre une alternative aux logiques de déplacements pendulaires et révèle pour certains de nouvelles opportunités résidentielles vers de plus grands logements. Les citadins devront réinvestir le sens d'un choix de vie collectif. Pour cela, le retour d'expérience de centaines de millions d'habitants comme celui du voisinage, devrait permettre d'imaginer des modes d'habiter plus résilients et inclusifs. Alors, la question de l'habitat ne devrait plus être abordée de manière sectorielle, mais servir la résolution des prochains grands défis urbains.

#### Santé dans la ville

La pandémie sollicite différemment les infrastructures de santé publique dans le monde, et interroge à chaque fois la place de la santé dans la ville. Là où les principales infrastructures soignantes sont mobilisées, en première ligne, les services réorganisent tous leurs équipements pour éviter la saturation des capacités d'accueil. Cette nouvelle nécessité de grande flexibilité impactera la conception des futurs équipements hospitaliers comme leur rapport à la ville. Comment les futurs Campus Santé sauront-ils créer davantage de

possibles synergies par une programmation urbaine adaptée ?

D'autres modèles s'appuient sur une infrastructure de santé cette fois numérique permettant de piloter en temps réel avec l'aide de l'intelligence artificielle, des actions de santé décentralisées, diffuses. Une forme de santé préventive, hors les murs, qui active les motivations d'un hygiénisme cette fois hybride – digital et urbain, capable de gérer dans certains cas les droits de circulation sur l'espace public. Ces modèles émergents interrogent selon nos cultures et défis respectifs, ce que nous appelons « villes intelligentes ».

Plus proche de nous, certains modèles refusant l'utilisation encadrée des données personnelles, combattent l'épidémie de manière préventive et décentralisée par un maillage de pôles de santé pluridisciplinaires de proximité qui s'adaptent aux besoins locaux des patients. Ce réseau intermédiaire de santé qui semble répondre aux évolutions européenne, face à une population vieillissante qui s'éloigne des grands centres, pourrait participer à la réinvention du lien entre les services essentiels et les habitants.

### Résilience des territoires

Le basculement brutal des activités humaines rendues désormais précaires à toutes les échelles de la planète, réinterroge fondamentalement notre rapport à l'environnement et comment nous pouvons interagir positivement.

La fermeture progressive des frontières et le blocage des infrastructures internationales, vectrice de la pandémie, confirme la fragilité grandissante des territoires urbains globalisés et interdépendants. L'exemple des Cités-Etats globalisées et menacées d'insécurité alimentaire, renforce l'importance des solidarités entre régions et la robustesse des logistiques dédiées. Sur le plan sanitaire, le désengorgement de foyers de contagions par des avions sanitaires, des trains médicalisés et des navires hôpitaux, en est un autre exemple.

La réintroduction brutale du risque dans notre environnement nous sensibilise également à l'intérêt pour des territoires plus autonomes valorisant d'avantage les ressources locales et les filières courtes. Comme un milieu, dans lequel il y a interdépendance et co-développement de l'ensemble des conditions d'existence. Nous devons intégrer davantage de gisements renouvelables aux modes de transformations vertueux pour des besoins résonnés et finement localisés. L'innovation frugale qui sera appelée en réponse, devrait s'appuyer sur l'armature des villes régionales comme une opportunité d'activer une géographie des chaînes économiques prioritaires.

Dans les métropoles, les défis portent moins sur la transformation des aménagements que sur l'usage des biens communs dont il faudra demain garantir un accès équitable et accélérer par conséquent les politiques de rééquilibrage. Au-delà du respect des consignes, les citoyens par des initiatives locales peuvent contribuer à la gestion de crise en lien avec les pouvoirs publics, certains exemples le démontrent. À l'échelle des quartiers et des territoires, des nouvelles formes de gouvernances publiques devraient favoriser et entretenir une résilience également sociale, autrement, différentes sociétés d'Intelligence Artificielles déjà à l'œuvre en définiront selon d'autres valeurs les termes. Après l'urgence, la gravité des enjeux à venir doivent nous mobiliser dès maintenant pour définir les nouvelles priorités et défendre de formes de résiliences environnementales, sanitaires, sociales et

économiques, et qui demanderait de façonner autrement nos territoires.

L'incertitude liée aux situations d'urgence a fait son apparition de manière systémique dans nos environnements. Sans profiter d'un recul historique, il nous est néanmoins possible d'observer la diversité des situations vécues, pour en formaliser les problématiques urbaines induites et préfigurer le sens de nos actions futures. Plus largement, cette crise interroge nos choix de société (modes de développements reposant sur la consommation et les déplacements) qui ne devraient désormais prioriser les objectifs de « santé environnementale » comme garantie de bien-être. Comment adapterons-nous nos systèmes d'informations face à l'inconnu ? Comment orienterions-nous la recherche et l'enseignement ? Comment stimulerons-nous l'imaginaire commun dans les différentes formes de loisirs et de culture ? Tous les acteurs de la ville devront rester vigilants et contribuer à toutes les échelles par des projets qui valorisent des formes de résiliences archipéliques.

Texte rédigé avec Architecturestudio

Mai 2020

## Nicole ROUX-LOUPIAC

### « Un monde incertain et fragile ... - un monde complexe »

La crise sanitaire que nous vivons, et les crises sociale et économique sous-jacentes ont un rôle incontestable de révélateurs quant à notre situation, et notre condition d'homme, tandis que nous pensions jusque là pouvoir tout maîtriser.

*« Les épidémies nous invitent à réfléchir sur nos limites et notre volonté de domination, elles constituent le phénomène par excellence capable de pulvériser nos rêveries modernistes de maîtrise absolue »* - Michel Foucault

Ainsi sommes nous confrontés à une prise de conscience. Devant la forte interdépendance des éléments, quels qu'ils soient, tout est lié, la complexité et à la fragilité du monde qui nous entoure, et la vulnérabilité de notre espèce, et des espaces où nous vivons.

### Un monde complexe

Nos connaissances sont de plus en plus vastes, et ce dans tous les domaines. Cependant la difficulté réside dans notre capacité à les organiser, à les croiser, à procéder à des synthèses, à les hiérarchiser. Edgar Morin dénonce *« la carence du mode de connaissance qui nous fait disjoindre ce qui est inséparable et réduire à un seul élément ce qui forme un tout à la fois un et divers. Tout ce qui semblait séparé est relié, puisqu'une catastrophe sanitaire catastrophise en chaîne tout ce qui est humain »*. Notre formation d'architecte privilégie un enseignement pluridisciplinaire et transdisciplinaire, et une aptitude à aborder la complexité. Cette approche est indispensable pour comprendre le monde dans lequel nous évoluons. Être à l'écoute, et lutter contre le cloisonnement des savoirs ; s'appuyer sur les sciences humaines, l'anthropologie, l'économie... intégrer le double paramètre santé/sécurité. Comme dans les sciences de la médecine, nous devons accorder *d'avantage d'importance à la recherche et dans le même temps associer davantage les habitants, les citoyens pour qui nous construisons.*

### Une même espèce

Le Covid ayant frappé toutes les nations nous ramène à penser notre condition d'Homme, nous appartenons à la même espèce. La pandémie, la mort qui s'ensuit plus largement chez les plus fragiles nous amène à diverses réflexions.

La place accordée à la mort dans la ville. Notre société occulte le sujet, on meurt à l'hôpital. Le choix de la crémation est de plus en plus répandu. La crémation se déroule dans des lieux insignifiants ; les cendres sont souvent dispersées. Pas de cérémonie (hormis pour les croyants) ; et après *où sont les lieux de spiritualité, où se recueillir ?* Ce type d'espace, peu abordé, voire n'existe pas.

Le logement : beaucoup de choses ont été dites par rapport à la qualité du logement. Sa localisation dans la ville, premier critère de qualité ; sa surface/ le seul vrai luxe, un choix structurel qui permette des évolutions dans son organisation (personnes âgées) ; un espace à soi pour se ressourcer, chacun ayant ses activités propres et un large espace commun ; une vraie cuisine, pour la préparation des repas, double intérêt : éviter les plats cuisinés constitue le meilleur remède pour *lutter contre l'obésité – qui devient un vrai fléau –, le repas est un moment de partage* ; enfin un espace extérieur, espace indispensable (surtout en



logement social , sans échappatoire vers une résidence secondaire). Certains éléments méritent d'insister parce qu'ils constituent des questions de société :

-*la recherche d'un plus grand équilibre social* (des logements plus grands, plus adaptés)

-*la prise en compte des personnes âgées à domicile* (logements intergénérationnels, logements adaptés)

-*le problème de l'obésité*

La disparition récente de Andrault/Parat invite à un retour sur leur œuvre en particulier sur la qualité des divers types d'habitat et les qualités des logements et de leurs prolongements extérieurs qu'ils ont réalisés.

### **Les espaces non bâtis**

*Les besoins de nature et la connaissance de la nature* : par exemple voir la conception des espaces extérieurs de nos groupes scolaires tandis que nos voisins – Danemark, Pays-Bas – intègrent dans la formation des enfants cette connaissance jugée essentielle à travers des espaces plantés en lien direct avec l'École. La crise sanitaire accentue l'intérêt à porter à cette dimension (classes à l'extérieur).

Les vulnérabilités de la ville. Un thème de première importance sur lequel convergent une multitude de sujets, ci-dessous à titre d'exemples :

- Vulnérabilité des systèmes interconnectés (gestion des réseaux, de la sécurité, de la pollution, etc...)

- Déséquilibre espaces naturels / espaces bâtis ...Traductions de la densité et de ses conséquences-Questions climatiques (Rôle des infrastructures /multiplication des modes de déplacement, conflits d'usages-bruit)

*La défiscalisation des logements et les prêts à taux zéro* - les deux formules ont généré le logement en tant que produit financier. L'implantation des programmes de logements défiscalisés a ponctionné les villes des terrains les mieux situés, payés au prix fort, terrains qui ont échappé de fait aux primo-accédants (dont les jeunes couples avec enfants). Les prêts à taux zéro ont quant à eux multiplié les zones pavillonnaires. Petits collectifs ou maisons individuelles, dans les deux cas, une habitabilité minimum, et une obsolescence programmée.

### **L'importance de la démocratie participative**

Sur de multiples sujets, des interventions croisées entre l'État , les collectivités territoriales, les entreprises et les habitants ont démontré à quel point elles peuvent être bénéfiques , avec pour condition une *coordination des acteurs et des initiatives*. De même, une *organisation horizontale* qui associe ceux qui sont en première ligne *dans le domaine médical, les soignants, les associations de malades* est nécessaire pour faire avancer la connaissance, être à l'écoute. C'est ce que préconise Jean-François Delfraissy président du Comité national d'éthique ...

### **Une société trop normative –une bureaucratie trop présente**

Dans nos pratiques d'architectes, nous réagissons régulièrement contre pléthore de normes, débouchant sur des situations improductives, voire ineptes ; la pandémie révèle les mêmes

freins à l'action. D'où *l'importance de participer avec une vision critique à l'élaboration des normes, à leur simplification et la nécessité de laisser place à l'expérimentation.*

### **Une prise de conscience, un monde fragile**

La crise, un stimulant. Sur l'interdépendance des éléments, J.-F. Guégan directeur de recherche à l'INRAE, et bien d'autres se retrouvent sur le même constat : « *Les changements nécessaires sont civilisationnels, il s'agit de repenser notre relation au monde vivant, aux écosystèmes naturels, à leur diversité biologique, à la fois garants des grands équilibres et source de nombreux dangers* », par exemple l'homme « prédateur » – voir chaque année la consommation de l'équivalent de la moitié de l'Union européenne des terres cultivables. La situation que nous vivons nous invite à un sursaut. Le confinement joue un rôle d'accélérateur dans *l'utilisation du numérique*. Les réseaux sociaux apportent la preuve de nombreux actes de solidarité, de moments riches en imagination, en créativité. *Les initiatives, les innovations se multiplient.*

Dans un autre domaine, les femmes représentent dans notre pays la moitié de la population ; elles ont un rôle majeur au niveau de l'éducation, de la santé, de l'accompagnement des plus fragiles. La crise a mis en lumière leur rôle essentiel, cette crise doit être un levier pour *faire avancer la condition féminine.*

### **L'importance de l'imprévisible**

L'histoire c'est sans doute l'art de demeurer accueillant à l'inédit, à l'imprévu. Il ne s'agit pas de s'interroger sur le passé pour se rassurer, sur les permanences et les concordances des temps, mais mesurer ce en quoi aujourd'hui diffère d'hier nous dit Harmut Rosa .  
« *Ce qui ne peut être prédit peut provoquer un changement* ».

Le 25 avril 2020

## Bernard VALERO

### *Intentions, motivations,*

Le Centre municipal de santé (CMS).  
Nouvelles pratiques, médecine ambulatoire.  
Hussard de la Santé.

Le Centre de santé est la cheville ouvrière, le rouage essentiel de la médecine ambulatoire. Les centres de Santé sont les nouveaux curseurs ou des bornes de soins des territoires. Ils peuvent participer d'un maillage territorial à plus grande échelle et permettre ainsi de traiter la question de la médecine ambulatoire.

Innovation / Nouveaux modes de soins / Forme avancée de la médecine ambulatoire de demain

Ces nouveaux pôles de santé peuvent délester les grands centres hospitaliers et proposer une offre de soins complémentaire « one day ». Ce sont de nouveaux relais médicalisés. Les quatre centres de santé que nous avons réalisés reprennent la typologie des dispensaires bien connus jusque là. Ne faut-il pas aujourd'hui recourir à ces pratiques médicales qui ont la capacité, sur des formats réduits, de petites entités opérationnelles, de venir en soutien des hôpitaux classiques ?

Réaliser par exemple des espaces d'investigations peu invasifs sur la trame constructive, développée à partir de nos exemples. On peut tout à fait compléter l'offre, le panel médical et obtenir ainsi un plus grand spectre de soins. Stade ultime de l'ambulatoire, le Centre de santé représente cette médecine où on ne reste plus. Unité de temps, de lieu et de moyens, les CMS orientent et gèrent les soins. Les espaces d'hébergement dits classiques peuvent être alors repensés et transformer en accueil pour les personnes âgées, des logements étudiants, des résidences de santé y compris si la partie hospitalière est conservée. Obtenir ainsi les bâtiments intelligents, multifonctions sur la base de trame et de principe structurel qui permettent cette modularité.

En fait, le développement de la médecine ambulatoire colle parfaitement au centre de santé qui doivent apparaître sur le territoire comme des repères, de nouveaux « postes de soins », de nouvelles « unités de soins ». Il est temps de réfléchir à des nouveaux modèles de prise en charge des patients, des modèles courts, des modèles réduits où toutes les pratiques pourraient être exercées. Ces bâtiments sans hébergements pourraient devenir les premiers lieux où s'adresser, tels des « hussards de santé ».

### Exemples

Le Centre Municipal de Santé de La Courneuve, celui de Gennevilliers ou celui de Vitry, destinés aux personnes en grande précarité, se sont construits au cœur des villes. Réaliser un lieu de soins, descendant des anciens dispensaires pour personnes modestes n'est pas anodin.

Travailler au service des autres. Durant quatre années, nous avons œuvré ensemble sur le projet et sur le chantier afin de répondre au plus près aux attentes de chacun. Les demandes d'utilisateurs mais aussi les propositions faites par les architectes ont été le moteur d'un dialogue permanent. Il y a eu une véritable synergie entre tous les partenaires. Une seule chose nous importait, la réussite du projet et le développement de ce nouveau modèle de bâtiment de santé.

## Implication et enjeu

Le Centre de Santé est innovation !

L'innovation est un enjeu sur lequel nous nous sommes retrouvés à tous les moments de la conception à la réalisation de ce nouveau prototype de bâtiment. L'innovation est une valeur forte du CMS, la médecine ambulatoire. En effet, en faisant preuve d'efficacité et en s'appuyant sur les savoir-faire et expertises de chacun, le CMS a pour vocation de faire naître de nouvelles idées ou diagnostics grâce à l'esprit d'échange et d'interaction instauré dans ce lieu, ce mini hôpital. La volonté de rapprocher médecins et patients est incarnée dans l'architecture de ce bâtiment organisé autour de vastes espaces d'orientation. Au rez-de-chaussée, l'espace d'attente est pensé pour offrir aux patients et aux familles un accueil optimisé. Dans les étages se trouvent les différents services, les bureaux.

Genèse : un lieu tant attendu

Les intentions conjuguent plusieurs ambitions :

- Créer un lieu pionnier, dédié aux patients en grande précarité ; un curseur médical ;
- Réunir les expertises des équipes de soins pour permettre de nouvelles synergies ;
- Favoriser les liens entre médecins et patients ;
- Construire un bâtiment dans le respect de la démarche environnementale.

« L'appartenance du CMS à la ville, offre un caractère et une symbolique. Architecture de lumière, il symbolise la médecine ambulatoire aujourd'hui. Son caractère est donné ici par le thème graphique de la tête sérigraphiée qui apporte, son ambiguïté, sa dimension poétique, onirique et mystérieuse affirmant le soin universel. » *" Le CMS a pour ambition de développer un projet médical en organisant et structurant sur le site les activités de médecine et de soins dédiée aux malades. Nouveaux lieux de médecine. Le CMS permet d'optimiser la clinique qui renforce les interfaces et les synergies."*

Le CMS, est une architecture emblématique, en plein centre ville, une architecture lisible, esthétique et fonctionnelle au service de tous.

Le 4 avril 2020

## COLLECTIF

**S. Berthelier, U. Biuso, P. Celeste, MH. Contal, C. de Grandpré, M. Grubert, B. Kohn, JP. Philippon, M. Robain, N. Roux-Loupiac, B. Valero, C. Vezzoni, P. Katz, D. Boré, A. Constantin**

### **Penser l'habitat et la ville d'après**

L'Académie d'Architecture partage le souhait général que la crise du Covid-19 active la réflexion collective sur *la ville d'après*.

La pandémie et le confinement ont révélé que la ville actuelle souffre de carences et de vulnérabilités, face à la transformation de nos modes de vie et de travail, d'organisation sociale et, aussi, politique, tant il est vrai les réactions à la pandémie révèlent dans bien des parties du monde l'affaiblissement de la démocratie.

Les architectes se voient obligés d'intervenir, pour rappeler que préserver l'habitabilité de notre monde, c'est aussi lutter pour que le souci de l'éthique sociale et spatiale l'emporte sur la recherche des intérêts particuliers de court terme. C'est aussi encourager fortement, dans ce monde vacillant, l'initiative citoyenne, capable de porter l'intérêt collectif à longue échéance.

Cette réflexion doit être guidée par l'attachement à des valeurs qui s'accomplissent et se transmettent dans et par nos lieux de vie : solidarité, démocratie et écologie. La solidarité et l'équité sont la raison d'être de nos *équipements publics*. Si la démocratie est née en Europe, son berceau a été l'aménagement des villes, afin qu'elles procurent un habitat collectif de qualité, la mixité des fonctions et l'espace public. La pandémie a révélé que la planète est un *milieu habité complexe* - et l'écologie est la science des interactions qui le font vivre.

Une quinzaine de membres de l'Académie d'Architecture ont émis le souhait que sur l'habitat, la ville et le territoire, des chantiers de réflexion s'ouvrent et soient affranchis des travers technocratiques :

- Une réflexion publique segmentée en silos. A la suite des crises financières, climatiques, sociales, la crise du Covid-19 nous démontre, s'il le fallait encore, le manque d'une vision systémique de l'ensemble société/milieu. Cette approche est la seule voie pour traiter les transitions en cours dans leur profonde interdépendance.
- Un manque d'anticipation. Les dysfonctionnements que la pandémie et le confinement ont révélés sont d'abord une crise de l'anticipation et de la vision territoriale à long terme.
- Une écoute insuffisante des corps intermédiaires et des professions alors que l'innovation est fondée sur leur expérience.
- Une incapacité à accueillir les plus démunis, qu'il faut loger et soigner dignement, confinement ou pas.

Ces réflexions devront être pluri-disciplinaires. Il serait heureux que les architectes ne soient pas seulement consultés à l'aval, comme metteurs en forme, mais à l'amont de la réflexion,

en tant qu'experts de la conception et de la gestion des *milieux habités complexes*. Car, santé, habitat, résilience urbaine, transformations du travail, mobilités... : tout converge vers l'organisation du territoire, l'aménagement des villes et vers l'habitat, matrice sociale en même temps que refuge de l'individu. Si l'enjeu de « l'après-pandémie » est bien d'améliorer les conditions de vie de tous, de nombreux thèmes de réflexion ressortent de l'expérience, à propos de l'habitat et de la ville.

### **Pour une éthique de l'Habitat**

« L'Être humain ne peut pas bâtir et demeurer, c'est à dire avoir une demeure où il vit, sans quelque chose de plus que lui-même : sa relation avec le possible comme avec l'imaginaire. » Ces mots d'Henri Lefebvre nous rappellent que le bien-être ne relève pas seulement d'une simple fonctionnalité du *logement*.

Le logement est en effet devenu le siège d'injonctions paradoxales : l'aspiration individuelle se heurte à la nécessité de cohabiter, le besoin d'ancrage est contredit par l'exigence de flexibilité liée aux mutations de la vie contemporaine. Trop de logements ne sont pas un *espace de vie* capable d'accueillir cette complexité.

Alors que depuis 50 ans, la succession des normes et des recommandations, la rationalisation des processus de programmation et de conception ont eu l'objectif d'améliorer la qualité et le confort du logement, force est de reconnaître le décalage, trop fréquent, entre les réalisations et les aspirations quotidiennes et bien réelles des habitants. L'étroitesse des lieux est en cause mais aussi celle de politiques publiques exagérément normatives.

Aujourd'hui, une autre étroitesse de pensée a fait du logement un « produit immobilier » qu'on n'évalue qu'en termes de quantité, de rentabilité et de reproductibilité. Cette politique abandonne tout ce qui fait du logement l'instrument d'une expérience plus large de l'habiter : son mode de groupement, la qualité des espaces connexes qui permettent d'offrir à chacun, au-delà d'un toit, les « micro-urbanités » qui font la ville et la société.

Remédier à ces carences exige que l'on développe de nouveaux modes d'invention du réel urbain : écoresponsables, expérimentaux et participatifs. Déployer une vision spatio-temporelle large, faire émerger des solutions innovantes passe par une plus grande présence citoyenne dans les décisions. Le citoyen n'est plus un spectateur passif à éduquer mais un acteur, un *maître d'usage* avec lequel il faut compter car les pratiques qu'il invente peu à peu sont le signe avant-coureur des modes d'habiter de demain. Les architectes seront à son côté pour les inventer.

### **La quantité est une qualité**

Il faut revoir à la hausse les normes de *surfaces habitables* du logement collectif - qu'une politique d'économie réduit depuis des années, seul remède trouvé à l'envol des prix. Modifier le foncier mutable, consolider les filières constructives, activer les péréquations des ressources territoriales, innover sur le droit à la propriété à l'heure de l'économie collaborative permettrait de changer de paradigme.

Il ne devrait plus y avoir, après 2020, de chambre inférieure à 12m<sup>2</sup>, de *séjour-entrée* et *cuisine-placard* en second jour, d'immeubles qui n'exploitent pas leurs extérieurs possibles : balcon, jardins et cours, toit-terrasse partageables, pour enrichir la relation entre l'espace intérieur et le dehors.

### **L'habitat doit redevenir polyvalent**

Le confinement a révélé le manque de pluralité d'usage dans le logement, resté prisonnier d'un fonctionnalisme étroit, centré sur la famille mononucléaire active. Le logement doit devenir plus réactif aux changements sociétaux - loger des retraités aussi bien que des actifs, loger un parent, accueillir, de plus en plus, le travail, ou l'étude d'un jeune adulte qui prépare son départ dans la vie. La pièce en partage, sans fonction assignée, spacieuse, devient indispensable.

### **Ré-inscrire la mixité dans l'immeuble**

L'immeuble d'habitation qui fait le tissu de nos villes s'est continûment développé comme foyer de mixité sociale, fonctionnelle et urbaine, du XVIII<sup>e</sup> jusqu'aux années 1980. Depuis lors, le modèle a régressé : en surface, en richesse des usages, en articulation avec l'extérieur. Les autorités, conscientes du problème, incitent à programmer une plus grande diversité. Mais l'intention vertueuse des Orientations d'Aménagement et de Programmation aboutit dans les faits aux mêmes lotissements, plots et barres mono-fonctionnels. Comment peut-il en être autrement quand les mêmes autorités définissent le logement comme « produit immobilier » ?

### **Des modes de co-production innovants et économes**

Rétablir l'habitat au cœur de l'urbanité, c'est le définir au contraire comme *produit non fini*, un projet qui s'invente à chaque situation, exploitant les ressources de son « local » pour proposer un « collectif » diversifié.

Le développement des modes de production alternatifs (coopératives, habitat participatif) est un autre signe avant-coureur du besoin d'un habitat pluriel. Leur stratégie - investir la marge économisée dans le financement de surfaces plus généreuses et de lieux collectifs - devient mature.

La flexibilité de programme qu'elle procure libère l'innovation sociale : évolutivité du logement, mixité sociale et générationnelle, « parcours résidentiels » choisis plutôt que subis. Ce mode inventif doit être valorisé auprès des acteurs : aménageurs, élus, maîtres d'ouvrages et habitants, *maîtres d'usage*. Il doit être soutenu par un appel symétrique à l'inventivité juridique et financière : desserrer les normes et réglementations, clarifier les règles fiscales etc.

### **Un rush vers le pavillonnaire ? Avis de prudence**

Il est à craindre que les lotisseurs exploitent, comme d'autres lobbies, la crise du Covid-19 pour faire annuler les réglementations écologiques qui devaient freiner l'expansion du pavillonnaire.

Il faut rappeler aux élus et aux aménageurs l'impact du pavillonnaire sur l'étalement urbain et la stérilisation des sols.

Il faut mettre en garde les habitants contre le fait que le pavillon est un « produit » aussi mono-fonctionnel et étriqué que le logement trop petit qu'ils veulent quitter. Les plans des pavillons du marché en reproduisent les normes et dimensions régressives.

### **Tirer parti des nouvelles technologies**

Le recours aux outils participatifs permet à ces nouveaux modes de production de briser le plafond de verre que nombre d'acteurs et d'intérêts maintiennent, entre l'expérimental et l'économie réelle.

Une convergence est à portée de main, entre des usagers et des communautés cultivés et informés d'une façon qui était inimaginable avant l'arrivée du numérique, et les technologies de co-création que ce même numérique procure aux concepteurs. Leur réunion permet de passer du projet « machine à habiter » des années 60 au projet comme « potentialité d'expériences » pour les usagers.

La co-création n'est pas un épiphénomène ou une mode mais un changement de paradigme de l'architecture. Il inscrit l'habitant dans une perspective capacitante et altruiste, au service du bien-être de notre société et de chacun de ses composants.

### **L'habitat, ressort de la transition écologique et numérique responsable**

Il faut cesser d'opposer une transition écologique centrée sur l'habitat à une transition digitale centrée sur le travail et la mobilité. Cette vision binaire perpétue le zoning mono-fonctionnel, alors que les projets écologiques et numériques ont besoin d'échanger leurs outils, en particulier dans le renouvellement urbain. Et, surtout, il est possible d'utiliser la transition numérique pour replacer le bien-habiter au cœur de ce renouvellement.

La révolution numérique va avoir un impact considérable sur le régime et l'espace des activités - travail, enseignement, commerce... Livré à lui-même, le marché se contentera de réduire les surfaces. A l'ère des nouvelles industries, à l'aune du télé-travail, l'intérêt général n'est-il pas de redéployer l'espace au service d'une ville éco-digitale du mieux-être : réintégrant l'habitat et plus généralement la mixité dans les emprises mono-fonctionnelles du XX<sup>e</sup> - campus hospitaliers, universitaires, friches industrielles, zones d'activité rattrapées par la métropolisation... - et en intégrant les nouvelles industries aux tissus urbains existants, des métropoles comme des petites villes.

L'Académie d'Architecture publiera prochainement Les Actes de son Séminaire sur le Logement. Dans l'attente des conclusions de la mission Lemas sur **la qualité d'usage et la qualité architecturale des logements sociaux**, dans laquelle de nombreux acteurs devraient être impliqués, cette réflexion rejoint d'autres mobilisations, menées par d'autres instances, tant il est vrai que la question d'un meilleur logement pour les français est un enjeu central.

7 mai 2020